

Macro Dev

Pérou : à la recherche d'un second souffle

Auteur
Alix Vigato

Pérou : à la recherche d'un second souffle

Alix Vigato – vigatoa@afd.fr

Date de fin de rédaction : 01/09/2023

Résumé : Porté par le boom de son secteur minier et la rigueur de ses politiques macroéconomiques, le Pérou connaît depuis le début des années 2000 une période de développement spectaculaire, qualifiée de « miracle péruvien ». Le PIB nominal en dollars a ainsi été multiplié par près de cinq en une vingtaine d'années et les différents indicateurs de développement humain et de pauvreté ont enregistré des progrès significatifs. Cette séquence est d'autant plus notable qu'elle fait suite à deux décennies 1980-2000 marquées par la guerre civile et le marasme économique.

Le dynamisme de l'activité et le sérieux du cadre macroéconomique du Pérou tranche, au moins depuis 2016, avec l'instabilité chronique de son système politique polarisé, rongé par la corruption et rejeté par la population. Cette instabilité a atteint un sommet sous la présidence de Pedro Castillo : élu en 2021 au terme d'une campagne extrêmement tendue, M. Castillo a finalement été destitué par le Congrès en décembre 2022 à la suite d'une « tentative d'auto-coup d'État » puis a vu sa vice-présidente, Dina Boluarte, accéder au pouvoir. Portant à six le nombre de présidents s'étant succédé entre 2018 et 2022, cet épisode a conduit à de violentes manifestations entre décembre 2022 et mars 2023, qui ont fait au moins 49 morts. Malgré un ralentissement conjoncturel (contraction du PIB de 0,5 % en g.a. au premier semestre 2023), les effets de cette crise sur l'activité devraient demeurer limités, à l'instar de ce qui a pu se passer ces vingt dernières années. Une certaine dichotomie entre une sphère politique chroniquement instable et une sphère économique remarquablement résiliente prévaut en effet traditionnellement au Pérou.

À plus long terme, les perspectives économiques sont toutefois moins favorables. La persistance de nombreux freins structurels à la croissance – fortes inégalités, haut degré d'informalité, faible inclusion financière, déficit d'infrastructures, ultracentralisation, corruption endémique, etc. – fait en effet craindre un ralentissement progressif de l'activité. L'impuissance des autorités à mettre en œuvre des politiques fortes et ambitieuses, à même de lever ces différents freins, suggère un ralentissement quasi-inévitable du rythme de croissance. La croissance potentielle du Pérou est ainsi désormais estimée à seulement 3 % par le Fonds monétaire international (FMI), loin du niveau des années 2000, proche des 7 %. Dès lors, la croissance économique apparaît « rentrer dans le rang », convergeant vers la moyenne latino-américaine, d'où un miracle péruvien qui semble peu à peu se dissiper.

Thématique : **Macroéconomie**

Géographie : **Pérou**

1. Boom du secteur minier et rigueur des politiques macroéconomiques comme recettes du « miracle péruvien » (2000-2019)

Le Pérou a connu ces vingt dernières années une période de rapide développement ayant permis une hausse substantielle du niveau de vie de sa population. Portés par **une croissance économique annuelle de 5,1 % en moyenne entre 2001 et 2019 – soit près du double de la moyenne latino-américaine –**, les indicateurs de développement humain péruviens ont connu un bond spectaculaire. Le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) a ainsi été multiplié par deux, permettant au Pérou d'accéder à la catégorie des pays

à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) dès 2008, tandis que l'extrême pauvreté a été quasiment éliminée et que les taux d'alphabétisation, de mortalité infantile ou d'accès à l'électricité ont enregistré des progrès significatifs (cf. tableau 1). Ce « miracle péruvien » est d'autant plus spectaculaire qu'il a fait suite à deux décennies 1980-2000 marquées par la guerre civile (70 000 morts)^[1], la succession de crises économiques et l'appui du FMI *via* six programmes de financement.

Tableau 1 – Indicateurs de développement humain péruviens

	2000	2010	2021	2000-2021	
PIB par habitant (USD constants, PPA)	6 376	9 997	12 515	+6 139	+96 %
Taux d'extrême pauvreté (2,15 USD 2017 PPP)	19	7	3	-16	-84 %
IDH	0,676	0,725	0,762	+0,086	+13 %
Taux d'alphabétisation (%)	87	90	94	+7	+8 %
Espérance de vie (années)	70	74	72	+2	+3 %
Taux de mortalité infantile (‰)	29	15	11	-18	-62 %
Taux d'accès à l'électricité (%)	72	88	96	+24	+33 %
Taux d'accès à l'eau potable (%)	45	49	51	+6	+13 %

Sources : Banque mondiale (WDI), PNUD

Traumatisé par cette période d'instabilité, **le Pérou est progressivement parvenu à remettre de l'ordre dans ses comptes et stabiliser son cadre macroéconomique.** Entre 2000 et 2019, outre une multiplication de son PIB nominal en dollars par près de 5, le Pérou a maintenu son rythme d'inflation annuel à un niveau historiquement faible de 2,7 % en moyenne, éloignant de fait le spectre de l'hyperinflation des années de crise (jusqu'à 12 000 % en août 1990). Sur le plan des finances publiques, une série de restructurations et une rigueur budgétaire reconnue ont permis de ramener le ratio d'endettement public jusqu'à un point bas à moins de 20 % du PIB en 2013, contre plus de 100 % en 1980 (34 % fin 2022). En parallèle, un sérieux effort de rééquilibrage des comptes externes, par le biais d'une hausse des exportations de biens, de l'attraction d'investissements et d'un

recours limité à l'endettement externe, a permis au pays d'accumuler de conséquentes réserves de devises, pour un total estimé à 73 Mds USD mi-2023 soit l'équivalent d'environ un an d'importations de biens et services. Comme l'atteste le statut *investment grade* conféré par les trois grandes agences de notation (S&P, Moody's et Fitch)^[2] au souverain péruvien depuis 2008-2009, le pays a aujourd'hui largement regagné la confiance des marchés internationaux.

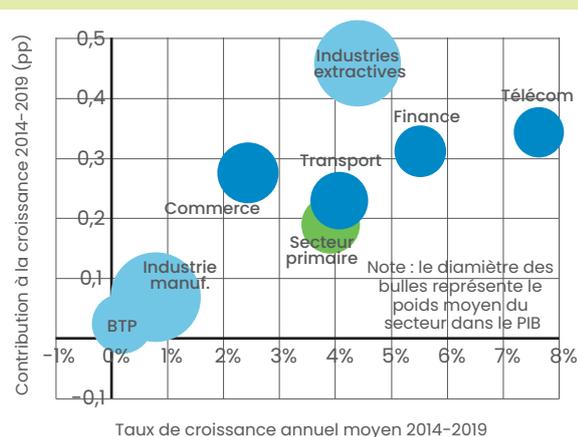
Le boom du secteur minier a constitué le principal moteur de ce « miracle péruvien ». Outre des réserves non-négligeables d'hydrocarbures, le Pérou se positionne comme 2^e producteur mondial de

1 Comisión de la Verdad y Reconciliación (CVR).

2 Note d'agence supérieure ou égale à BBB- pour S&P et Fitch, à Baa3 pour Moody's.

civre et de zinc, 3^e producteur d'argent, 4^e producteur d'étain, 5^e producteur de plomb ou encore 8^e producteur d'or (Institut d'études géologiques des États-Unis, 2023). Regorgeant de métaux et minerais, le sous-sol péruvien a connu un rapide développement à partir des années 1990, porté par l'introduction d'un cadre juridique favorable aux investisseurs, des coûts énergétiques relativement faibles, une demande mondiale croissante et des prix élevés lors du « super-cycle des matières premières » (2004-2014). Alors que les concessions minières couvrent près de 15 % du territoire³, le secteur extractif représente aujourd'hui environ 15 % du PIB, au moins 10 % des recettes de l'État et les 2/3 des exportations du pays. Il générerait, en outre, 300 000 emplois directs et plus de 2 millions d'emplois indirects (Banque mondiale).

Graphique 1 : Le secteur extractif constitue le principal moteur de l'économie péruvienne



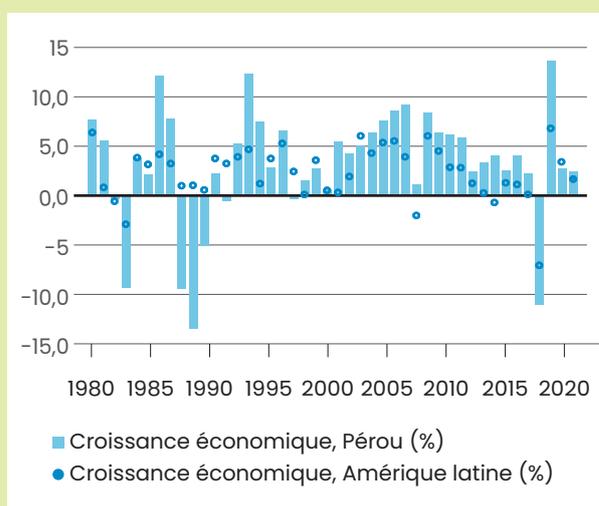
Source : Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI), calculs auteur

L'économie hors secteur extractif, si elle apparaît moins dynamique, est cependant relativement développée. Bénéficiant d'une grande variété de climats, la production agricole est très diverse (café, cacao, fruits, blé, riz, canne à sucre, coton, etc.), et les plus de 2000 km de zone côtière favorisent une activité de pêche intensive qui côtoie la pêche artisanale et l'aquaculture. Le Pérou se positionne ainsi comme 5^e producteur mondial de poissons en 2020, et 3^e pays en matière de pêche de capture (FAO). À noter toutefois que les productions agricoles et halieutiques sont fortement exposées aux aléas climatiques, et notamment aux perturbations induites par le phénomène *El Niño*. En

parallèle, l'industrie manufacturière est à faible valeur ajoutée (agroalimentaire, acier, raffinage, chimie, textile) et sa part dans le PIB décline depuis une quinzaine d'années, tandis que la construction marque le pas après une période de rapide développement entre 2004 et 2014. Enfin, les services sont dominés par le commerce, le transport, la finance et les télécommunications.

Au-delà du dynamisme du secteur minier, les excellents résultats macroéconomiques enregistrés par le Pérou ces vingt dernières années sont à mettre en lien avec **la rigueur et l'orthodoxie des politiques économiques** mises en œuvre par les autorités. Élu président en 1990, Alberto Fujimori a jeté les bases du modèle économique péruvien actuel. En lien avec le FMI, de brutales mesures d'austérité et une libéralisation à marche forcée de l'économie ont été opérées (« Fujichoc ») : privatisations d'entreprises publiques pour près de 10 Mds USD, suppression de 300 000 emplois publics, réduction drastique des subventions, introduction du *nuevo sol*, rééchelonnement de la dette extérieure, conclusion de « contrats de stabilité » fiscale avec certaines entreprises, etc.

Graphique 2 : À partir de 2001, la croissance péruvienne a supplanté la moyenne en Amérique latine



Source : FMI (WEO), calculs auteur

3 Les concessions minières représentent 14,78 % du territoire péruvien en 2022 (Observatoire des conflits miniers au Pérou).

Les autorités sont progressivement parvenues à rétablir la stabilité macroéconomique du Pérou et en faire l'une des économies les plus libérales de la région. Plusieurs principes visant à limiter le rôle de l'État dans l'économie ont notamment été inscrits dans la Constitution de 1993, parmi lesquels le droit de propriété, la possibilité de détenir des devises sur un compte bancaire, le principe de subsidiarité limitant les prérogatives des entreprises publiques ou encore l'égalité de traitement entre investisseurs nationaux et étrangers. Cette orientation s'est poursuivie, avec

notamment l'instauration d'une règle fiscale en 1999^[4], la mise en oeuvre d'une politique de ciblage d'inflation par la Banque centrale dès 2002, la conclusion d'accords de libre-échange avec les États-Unis et la Chine en 2009-2010 ou encore la série de baisses de taxes décidée à partir de 2014. Garants de l'orthodoxie budgétaire et monétaire du pays, les puissants *Ministerio de Economía y Finanzas* (MEF) et *Banco Central de Reserva del Perú* (BCRP) sont aujourd'hui largement reconnus pour le sérieux et la crédibilité de leurs politiques macroéconomiques en Amérique latine.

2. Malgré un cadre politique instable, l'impressionnante résilience de l'économie péruvienne

Depuis au moins 2016, le sérieux du cadre macroéconomique du Pérou tranche avec **l'instabilité chronique de son système politique polarisé, rongé par la corruption et rejeté par la population.** Les quatre présidents ayant dirigé le pays de 2001 à 2018 sont tous impliqués dans le scandale de corruption Odebrecht^[5], et six présidents se sont depuis succédés entre 2018 et 2022. Cette instabilité politique a atteint un sommet sous la présidence de Pedro Castillo (2021-2022). Novice en politique, issu de la gauche radicale et originaire d'une famille paysanne andine, M. Castillo a été élu président en 2021, au terme d'une campagne extrêmement tendue et avec seulement 44 000 voix d'avance face à la fille de l'ancien président Alberto Fujimori, Keiko Fujimori. Notamment contrainte par l'obstruction quasi-systématique d'un Congrès dominé par les partis conservateurs, la présidence Castillo a été marquée par une très forte instabilité institutionnelle, avec un total d'environ 80 ministres nommés (dont 5 premiers ministres) ainsi que trois tentatives de destitution et six procédures judiciaires ouvertes contre le président en seulement 16 mois. En décembre 2022, M. Castillo a finalement été destitué par le Congrès, après l'échec d'une « tentative d'auto-coup d'État »^[6]. Cet épisode a conduit à de violentes manifestations entre les mois de décembre et mars, en particulier dans les régions les plus déshéritées du pays

qui avaient massivement voté pour M. Castillo en 2021 (au moins 49 décès).

En dépit de leur gravité, **ces nombreuses turbulences politiques n'ont eu qu'un effet limité sur la croissance économique.** Un ralentissement de l'activité a certes été observé à partir de 2014 mais il fut avant tout la conséquence de la fin du « super-cycle des matières premières » (2004-2014) qui a conduit à une baisse des prix des métaux et minerais exportés par le Pérou et *in fine* à un net repli de l'investissement et à un moindre dynamisme des exportations et de la consommation des ménages. Si l'instabilité politique a pu exacerber ce ralentissement à partir de 2016, elle n'apparaît que comme une cause secondaire. Une récession historique a par la suite été enregistrée en 2020 du fait de la pandémie de Covid-19, le Pérou affichant notamment le taux de mortalité le plus élevé au monde (6 658 morts par million d'habitants) et ayant imposé de strictes mesures de restriction sanitaire (interruption de l'exploitation minière, arrêt de l'essentiel des activités du secteur informel).

Ce ralentissement de l'activité depuis une dizaine d'années doit, en outre, être relativisé. La croissance économique a, certes, été divisée par deux entre les périodes 2001-2013 et 2013-2019 (passée, en moyenne, de 6,1 % à 3,1 % par an), mais

4 *La Ley de Prudencia y Transparencia Fiscal* de 1999 (modifiée à plusieurs reprises) introduit une limite de déficit et de dette pour le secteur public, une limite de croissance annuelle des dépenses publiques et l'obligation d'établir un cadre macroéconomique pluriannuel. *La Ley de Bases de la Descentralización* de 2002 prohibe le recours à l'endettement externe pour les gouvernements régionaux sans garantie du gouvernement central et établit une règle fiscale au niveau sub-national.

5 Du nom de l'entreprise brésilienne de BTP qui a versé entre 2001 et 2016 environ 800 M USD de pots-de-vin dans douze pays d'Amérique latine et d'Afrique. Les quatre présidents concernés sont MM. Alejandro Toledo, Alan García, Ollanta Humala et Pedro Pablo Kuczynski.

6 Le 7 décembre 2022, Pedro Castillo annonce une dissolution du Congrès, la formation d'un gouvernement exceptionnel, la rédaction d'une nouvelle Constitution par une assemblée constituante et sa volonté de gouverner par décret. Cette tentative fut un échec et a conduit au vote d'une motion de destitution par le Congrès (101 voix sur 130).

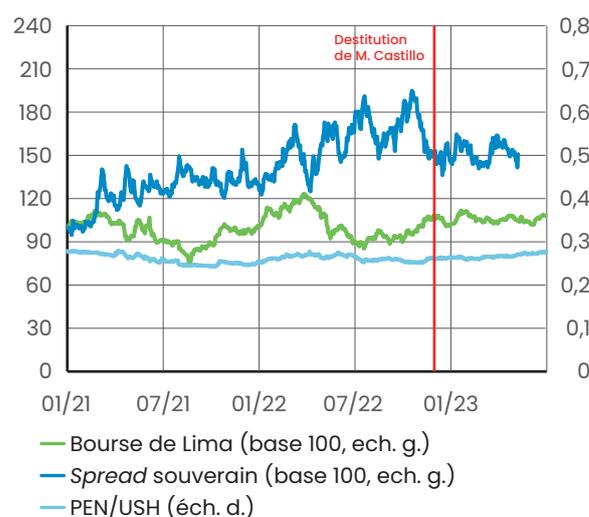
elle est demeurée nettement plus dynamique que la moyenne des pays voisins, dans un contexte de ralentissement quasi généralisé à l'échelle régional en raison d'une dépendance commune aux exportations de matières premières. De même, malgré une récession historique en 2020 (-11,0 %), le rebond a été de 13,6 % en 2021. Sur le plan des finances publiques, le solde budgétaire – historiquement excédentaire – a certes affiché un déficit à partir de 2013, mais celui-ci est resté largement sous-contrôlé^[7] et le ratio d'endettement public péruvien demeure encore aujourd'hui le plus faible d'Amérique du Sud (après celui du Guyana). Le statut *investment grade* conféré au souverain par les agences de notation n'est, pour l'heure, pas menacé^[8] et la réintroduction de la règle fiscale en 2022 (suspendue lors de la pandémie) agit comme un sérieux garde-fou à toute remise en cause de la traditionnelle orthodoxie budgétaire péruvienne. Disposant d'environ 73 Mds USD de réserves de change et d'une ligne de crédit de précaution du FMI^[9] de 5,5 Mds USD, la liquidité et la solvabilité externes demeurent, enfin, confortables, éloignant le risque de potentielles tensions.

Ce paradoxe d'une sphère politico-institutionnelle chroniquement instable et d'une sphère économique demeurée compétitive et dynamique malgré les chocs est à mettre en lien avec la nature du modèle de développement péruvien. Alors que l'interventionnisme étatique a été largement jugé responsable du marasme des années 1980-1990, le poids et les leviers de l'État sur l'économie ont été considérablement réduits par les réformes libérales mises en œuvre à partir des années 1990 (*cf. supra*). Associé à l'orthodoxie budgétaire et monétaire du MEF et de la BCRP, le pays est parvenu à largement dissocier politique et économie, limitant considérablement les éventuelles turbulences du premier sur le second.

Cette relative résilience de l'économie aux turbulences politiques semble s'être confirmée ces derniers mois. Si l'activité devrait logiquement souffrir des conséquences directes de la crise politique et des blocages, destructions, fermeture

de sites touristiques et reports de projets induits entre décembre 2022 et mars 2023, ces effets devraient demeurer conjoncturels et temporaires. Le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier semestre 2023 (INEI). L'impressionnante stabilité démontrée par les marchés financiers lors de la crise suggère en effet que les fondements du modèle économique péruvien n'ont pas été affectés : alors que le Pérou faisait face à l'une des plus graves crises politiques de son histoire, le *spread*^[10] souverain, la bourse de Lima et le taux de change sont restés très largement stables. Malgré les craintes d'un « tournant » qu'auraient pu induire ces manifestations, et notamment les spéculations relatives à la réécriture des « chapitres économiques » de la Constitution (à la base de la dichotomie entre politique et économie), les acteurs financiers ont tablé sur un *statu quo*, qui semble depuis se confirmer.

Graphique 3 : Les indicateurs financiers sont restés stables malgré la crise politique



Sources : JP Morgan, Macrobond, calculs auteur

7 Exception faite de l'année 2020.

8 Les tensions politiques ont toutefois conduit les trois agences de notation à récemment ajouter des perspectives négatives à leurs *ratings* (après avoir chacune opéré une dégradation d'un cran depuis 2021).

9 Le Pérou bénéficie depuis mai 2022 d'une ligne de crédit modulable (LCM) du FMI de 5,4 Mds USD pour la période 2022-2024. Mis en place en 2009, cet instrument s'adresse aux pays émergents présentant des fondamentaux macroéconomiques solides (seuls le Pérou, la Colombie, le Maroc, le Mexique et la Pologne bénéficient d'une LCM).

10 Le *spread* souverain correspond à l'écart, en points de base, entre le rendement moyen pondéré des titres de dette externe d'un pays donné et le rendement des titres de référence (*US Treasury securities* dans le cas présent) sur la même maturité.

3. À plus long terme, un ralentissement inévitable de l'activité économique ?

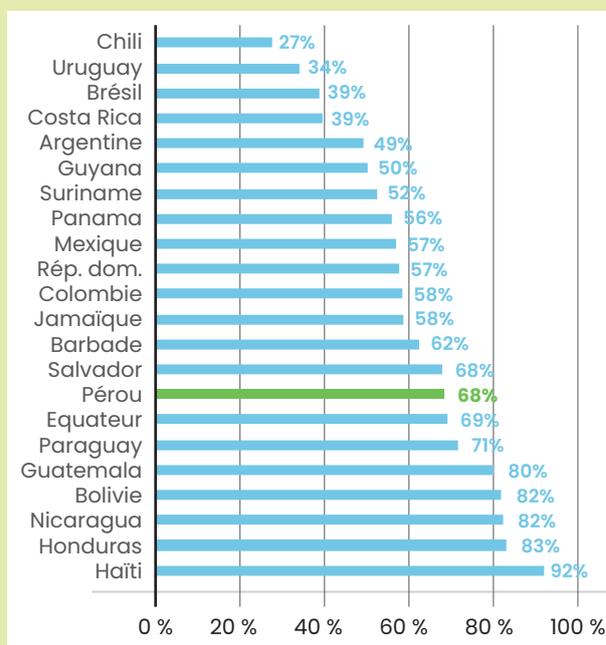
À première vue, les perspectives économiques péruviennes sont globalement favorables. **L'ouverture de nouvelles mines devrait en effet permettre de tirer la croissance économique** à moyen terme, d'autant que les métaux et minerais extraits au Pérou présentent des perspectives très favorables dans le contexte de la transition bas-carbone mondiale (cuivre et lithium en particulier). Pour la seule année 2023, le gouvernement vise ainsi le développement de 74 nouveaux projets miniers.^[11]

Hors secteur minier en revanche, les perspectives apparaissent moins favorables, et pas seulement en raison des effets négatifs attendus du phénomène *El Niño*. De manière structurelle, **la persistance de nombreux freins à la croissance économique fait en effet craindre un ralentissement plus durable de l'activité au Pérou**, celle-ci montrant plusieurs signaux inquiétant.

Si performant ces vingt dernières années, le modèle de développement péruvien est, d'abord, fortement inégalitaire. L'indice de Gini^[12] est, certes, passé de 55 à 40 entre 1999 et 2022, soit un niveau inférieur à la moyenne latino-américaine (bien qu'élevé pour un pays à revenu intermédiaire), mais d'autres indicateurs, en particulier ceux relatifs à la détention de capital, positionnent le Pérou parmi les pays les plus inégalitaires de la région, attestant de l'existence d'une élite concentrant une part conséquente des richesses^[13] et d'immenses quartiers informels accueillent environ un tiers de la population urbaine du pays (Banque mondiale). En matière d'emplois, ces inégalités se traduisent par un taux d'informalité parmi les plus élevés du continent, près de 70 % de la population active occupant un emploi informel selon l'Organisation internationale du travail. De même, les indicateurs d'inclusion financière péruviens sont parmi les plus médiocres de la région : en 2021, seulement 58 % des adultes avaient accès à des services financiers formels, 36 % détenaient une carte de crédit et 38 % avaient effectué des paiements digitaux dans l'année (Banque mondiale). L'essentiel des richesses et des pouvoirs est, en outre, concen-

tré le long de la côte pacifique, en particulier au sein de la capitale Lima qui représente à elle seule 50 % du PIB national. Si un processus de décentralisation a été entamé en 2002, celui-ci souffre de nombreuses lacunes en termes de contrôle, et la capacité de gestion et d'exécution au niveau local demeure faible. En lien avec ces inégalités, le déficit criant d'infrastructures est également régulièrement pointé du doigt (transport, assainissement, logistique, éducation, santé, etc.). Trente années de réformes libérales et de sous-investissement public, exacerbées par la paralysie administrative qui a suivi l'éclatement du scandale Odebrecht en 2016 (cf. *supra*), ont en effet conduit à cette situation. L'inaction chronique de fonctionnaires paralysés par les risques pénaux et judiciaires encourus est à souligner, illustrés par la faiblesse de l'exécution budgétaire et la délégation accrue de gestion de projets à une expertise étrangère, déresponsabilisant *de facto* l'administration. La corruption

Graphique 4 : Le taux d'informalité péruvien est l'un des plus élevés d'Amérique latine



Source : Organisation internationale du travail (OIT), calculs auteur. Dernières données disponibles (Pérou : 2022)

11 Déclaration gouvernementale : <https://www.gob.pe/institucion/minem/noticias/727026-cartera-de-proyectos-de-exploracion-minera-2023-concentra-inversiones-por-mas-de-us-596-millones>

12 Indicateur synthétique rendant compte du niveau d'inégalité de revenus.

13 1 % de la population détiendrait notamment 28 % des richesses au Pérou en 2021, soit le deuxième niveau le plus élevé d'Amérique latine après la République dominicaine (*World Inequality Report 2022*).

constitue, enfin, un frein évident à la croissance. Le Pérou se classe notamment 101^e/180 pays à l'indice de perception de la corruption de Transparency International en 2022, et n'est seulement devancé en Amérique du Sud que par la Bolivie, le Paraguay et le Venezuela.

Si ces freins sont largement identifiés et, à première vue, surmontables, leur levée nécessite la mise en œuvre de politiques fortes et ambitieuses. Or l'État péruvien manque de leviers sur l'économie, les réformes libérales menées à partir des années 1990 ayant eu pour objectif de limiter au maximum l'interventionnisme étatique. La dichotomie entre sphères politique et économique qui en a résulté, si elle a contribué au « miracle péruvien » des vingt dernières années, constitue aujourd'hui un handicap car elle contraint l'émergence de nouveaux relais de croissance, une situation exacerbée par la forte instabilité politique qui rend quasi-impossible la mise en œuvre de réformes sur le temps long. Par manque de prises sur l'économie, l'État péruvien apparaît trop faible, incapable de sortir le pays d'un modèle rentier et dépendant du secteur minier, d'où un ralentissement quasi-inévitable du rythme de croissance économique à moyen terme.

Conséquence de ces nombreux freins, la croissance potentielle du Pérou est aujourd'hui estimée à seulement 3 % par an par le FMI, loin du niveau des années 2000, proche des 7 %. Si ce niveau demeure relativement correct, il positionne le Pérou dans la moyenne latino-américaine, d'où **une croissance économique qui apparaît « rentrer dans le rang » et un miracle péruvien qui semble peu à peu se dissiper.** À noter toutefois que l'adhésion du Pérou à l'OCDE – encore loin d'être acquise (dépôt de candidature en 2012, ouverture des discussions en 2022) – pourrait hypothétiquement permettre de surmonter certains obstacles, le processus d'adhésion s'accompagnant théoriquement d'un alignement des législations locales sur les standards internationaux en matière de fiscalité, gestion des marchés publics ou gouvernance.

Références bibliographiques :

Agence française de développement (septembre 2022) " *Les économies émergentes et en développement, de Charybde en Scylla*", Panorama semestriel 2022 #2

Banque mondiale (août 2021) " *Mining sector diagnostic Peru*"

Fonds monétaire international (mars 2023) " *Article IV Consultation*", Country Report N° 23/123

Hurtado, I., & Mesclier, E. (2013) " *Pérou : émergence économique et zones d'ombre. Problèmes d'Amérique latine*", Paris, Éd. Eska.

Institut d'études géologiques des États-Unis (janvier 2023) *Mineral Commodity Summaries 2023*

Werner, A. M., & Santos, A. (2015) " *Peru : Staying the course of economic success*", Fonds monétaire international.

Observatoire des conflits miniers au Pérou (novembre 2022) " *31 Observatorio de conflictos mineros en el Perú*".

Liste des tableaux et des graphiques:

Tableau 1 : Indicateurs de développement humain péruviens

Graphique 1 : Le secteur extractif constitue le principal moteur de l'économie péruvienne

Graphique 2 : À partir de 2001, la croissance péruvienne a supplanté la moyenne en Amérique latine

Graphique 3 : Les indicateurs financiers sont restés stables malgré la crise politique

Graphique 4 : Le taux d'informalité péruvien est l'un des plus élevés d'Amérique latine

Liste des acronymes et abréviations:

BCRP : *Banco Central de Reserva del Perú* (Banque centrale de réserve du Pérou)

IDE : Investissements directs étrangers

INEI : *Instituto Nacional de Estadística e Informática* (Institut national de la Statistique et de l'Informatique du Pérou)

MEF : *Ministerio de Economía y Finanzas* (Ministère de l'Économie et des Finances du Pérou)

OIT : Organisation internationale du travail

PPA : Parité de pouvoir d'achat

PNUD : Programme des Nations unies pour le Développement

PRITS : Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Avec un catalogue de plus de 1000 titres, et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Retrouvez-les toutes en libre accès sur editions.afd.fr. Pour un monde en commun.

Avertissement

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement, de la Banque de France, ou de l'Eurosystème.

Directeur de publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation Luciole

Date de fin de rédaction : 01/09/2023

Crédits et autorisations

License Creative Commons

Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Dépôt légal 3^e trimestre 2023

ISSN 2116-4363

Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications
de la collection **MacroDev** :
<https://www.afd.fr/collection/macrodev>